



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Arrêté préfectoral du 27 MARS 2025 mettant en demeure la société PROMOTRAME, dont le siège social est situé à LONGROY, de respecter les prescriptions relatives aux analyses de substances per et polyfluoroalkylées dans ses rejets aqueux

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,**

- Vu le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 septembre 2008 autorisant la société PROMOTRAME située Chemin Moulin Benoît Prolongé à LONGROY à exploiter des activités de récupération et de traitement de matières métalliques recyclables ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 25-007 du 17 janvier 2025 portant délégation de signature à M. Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu le rapport du 5 mars 2025 de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant par courriel du 7 mars 2025 ;
- Vu l'absence de réponse formulée par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT

que l'exploitant est concerné, en raison de ses activités de récupération et de traitement de matières métalliques recyclables classées à autorisation pour la rubrique 2791, par l'article 1-I de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé ;

que l'exploitant doit réaliser des analyses des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) et de fluor organique adsorbable (AOF) sur l'ensemble des points de rejets aqueux de son installation ;

que l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé impose la transmission des résultats d'analyse de PFAS et AOF à l'inspection des installations classées sous le portail de télédéclaration GIDAF prévu par l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 susvisé ;

que l'échéance fixée par les dispositions de l'article 4.II de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé est de neuf mois à compter de l'entrée en vigueur du texte pour réaliser la 1^{re} campagne d'analyse ;

que les 3 campagnes devaient être réalisées avant le 21 mai 2024 et que l'ensemble des résultats était exigible dans le mois suivant ;

que l'exploitant n'a pas transmis les résultats d'analyses à l'inspection sous le portail de télédéclaration GIDAF ;

que le délai est largement échu ;

que les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement prévoient : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société PROMOTRAME à LONGROY, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation des activités de récupération et de traitement de matières métalliques recyclables, **dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les prescriptions de l'article 4-III de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 reprises ci-après :

« L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. »

Article 2

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 4

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de LONGROY pendant une durée minimum d'un mois.

Article 6

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, la sous-préfète de l'arrondissement de DIEPPE, le maire de la commune de LONGROY, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société PROMOTRAME.

Fait à ROUEN, le **27 MARS 2025**

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Zoheir BOUAOUICHE

